



lepoint.fr

Michèle Cotta - Gilets jaunes : le feuilleton interminable



Certes, voir poireauter le Premier ministre et deviner, dans le hall de Matignon, la silhouette de [François de Rugy](#) faisant le pied de grue pendant une demi-heure en attendant une délégation de Gilets jaunes n'a pas de quoi faire rire. À moins qu'on ne se hâte de rire avant de pleurer. Voir arriver, au bout de ces trente interminables minutes, un premier Gilet jaune, vite reparti, et un second, au lieu des huit personnes attendues, c'est un revers pour [Édouard Philippe](#) et son ministre de l'Écologie, mais aussi bien sûr pour le président, physiquement absent, et pourtant terriblement présent, personnage principal de ce feuilleton interminable. Mais, disons-le : [l'échec de la concertation est surtout celui des Gilets jaunes](#), incapables de réunir, dans l'urgence, une commission représentative de leur mouvement. Et si, comme on le dit, ceux d'entre eux qui pensaient naïvement pouvoir franchir la porte du bureau du Premier ministre en ont été vigoureusement empêchés par un déluge de tweets menaçants émanant de leurs camarades de combat, on mesure encore davantage l'impasse dans laquelle ses animateurs risquent de s'enfermer.

Problème de structuration

Car ils font d'eux-mêmes, sans qu'on les y force, une triple démonstration. La première est, bien entendu, celle de leur incapacité à s'organiser. Il est, certes, difficile d'organiser un mouvement inédit, né des réseaux sociaux, et relayé par tout ce que la [France](#) compte de médias. Tout de même, il ne doit pas être surhumain de dégager, s'il le faut en continuant d'utiliser les réseaux sociaux, quelques personnalités différentes, représentatives d'un courant ou d'un sous-courant du mouvement, et capables de présenter leurs cahiers de doléances. Deuxième démonstration : s'ils sont incapables de trouver une délégation apte à affronter la concertation offerte, quoique tardivement, par le pouvoir, c'est qu'ils ne sont d'accord sur rien, ou pas grand-chose. Les uns en sont restés à réclamer l'abandon de la taxe carbone et de son lien avec le litre d'essence. On peut les comprendre. D'autres, les plus nombreux sans doute, parlent plus largement du pouvoir d'achat. Et il faut dire que, lorsque certains, invités des journaux télévisés, racontent longuement, avec le désespoir dans la voix, les vingt euros qui leur restent à la fin du mois, personne n'est fier de les entendre parler, personne ne peut rester insensible à leur récit. Autre cheval de bataille : l'avalanche des taxes de toute nature et le ras-le-bol devant l'impôt. **La plainte est recevable, encore qu'elle soit souvent formulée par des Français qui ne paient pas d'impôt sur le revenu.** Nul doute que c'est sur ce point que les Gilets jaunes recueillent l'assentiment et le soutien du plus grand nombre de Français. Qui ne voudrait pas payer moins d'impôts ?

Jeter le bébé et l'eau du bain

Lorsque, en revanche, quelques jusqu'au-boutistes envisagent la suppression du Sénat – qui ne joue aucun rôle pour les Gilets jaunes –, parlent de dissolution de l'[Assemblée nationale](#), et considèrent que le président devrait sur-le-champ abandonner l'Élysée pour y laisser sa place au peuple qu'ils disent incarner, l'action des Gilets jaunes change de nature. L'un d'eux disait hier qu'il avait une pleine « armoire de revendications » à formuler, dont certaines sont manifestement contradictoires.

Bref, de deux choses l'une : ou les Gilets jaunes veulent faire plier ceux qui les gouvernent, et dans ce cas, il faut bien s'adresser à eux, à un moment ou à un autre, pour négocier. Le président et le Premier ministre se disent prêts à camper sur leur position ? C'est justement le moment de profiter du rapport de force pour tenter de les faire changer d'avis.

Lire aussi [Osmont - Une Gilet jaune à Matignon !](#)

Ou bien ils considèrent que n'acceptant, selon la formule, « ni Dieu, ni César, ni tribun », il leur faut jeter à bas les institutions, quelles qu'elles soient, et la Ve République, pourquoi pas, puisqu'elle est à leurs yeux sourde depuis des années à leurs cris. Jeter le bébé et l'eau du bain à la fois, c'est tentant.

La récupération ne fonctionnera pas

Troisième démonstration enfin : les Gilets jaunes, même si, les sondages le montrent, certains d'entre eux sont proches du Rassemblement national ou de La France insoumise, n'entendent pas être récupérés par qui que ce soit. C'est si vrai que, lorsque [Jean-Luc Mélenchon](#) tweete : « À samedi, dans la rue en nombre et en masse », la réaction des sacro-saints réseaux sociaux est immédiate : « Si on vous croise, on vous vide », ou encore : « Viens à la manif, tu vas voir comme on va t'accueillir. » Même si Marine Le Pen fait de la dissolution de l'Assemblée nationale et de l'élection à la proportionnelle son combat personnel, il n'est pas sûr qu'elle traduise les vœux de chacun.

Lire aussi [Coignard - Hollande, Royal et les Gilets jaunes : même combat !](#)

Voilà pourquoi les hommes et les femmes politiques feraient bien de s'abstenir – [cela vaut aussi pour les anciens présidents de la République](#) – de toute tentative, même discrète, de récupération. Qu'ils laissent pour le moins le mouvement trouver son unité, s'il parvient à le faire un jour. Les syndicats l'ont bien compris, qui, pour l'heure, se gardent d'intervenir. C'est qu'ils mesurent le vrai danger que fait courir aux fragiles équilibres sociaux une jacquerie aux multiples visages, dont la spontanéité, l'absence de représentation – sinon de représentativité – risquent de desservir les objectifs poursuivis.

Consultez notre dossier : [La colère des Gilets jaunes](#)